Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen a scanné et passé à la reconnaissance de caractère ce texte en juillet 2011. Nous l'avons également féminisé.

Il s'agit d'un chapitre d'un livre collectif intitulé « *Luttes ouvrières* », paru en 1977 aux éditions « Floréal » qui sont liées à la revue d'histoire populaire « *Le peuple français* ».

Il est malheureusement possible, malgré les relectures effectuées, que des coquilles subsistent.

D'autres textes scannés et traduits sont librement téléchargeables sur le site internet du Collectif : http://ablogm.com/cats/

1955 - GRANDE GRÈVE À NANTES ET SAINT-NAZAIRE

Après la Libération, quatre grandes grèves marquent profondément la vie sociale de la IV^{ème} République. La première à l'automne 1947 part de Marseille, se généralise et devient insurrectionnelle. Mal terminée en décembre, elle couve jusqu'en 1948. Alors éclate chez les mineurs un conflit très dur qui entraîne la mort de plusieurs hommes et l'occupation des mines par l'armée. La troisième, moins connue, est surtout le fait des cheminots et des fonctionnaires (PTT, EDF, GDF, etc.). Au mois d'août 1953, elle paralyse totalement la France en vacances et tourne à la crise gouvernementale. La quatrième et dernière est aussi une grève d'été plus violente que celle de 1953, mais plus localisée. Elle touche surtout Nantes et Saint-Nazaire et les autres chantiers navals de France ainsi que les métallos de l'Est de juin à septembre 1955.

Saint-Nazaire 1955. Depuis dix ans, l'inflation galope. Les salaires courent après les prix sans jamais les rattraper. L'énorme effort de reconstruction fourni par les travailleurs/euses commence à porter ses fruits : le chiffre d'affaires des banques dépasse celui d'avant-guerre. Les grandes entreprises investissent et tournent à plein rendement. Les barrages sortent de terre, les voies ferrées sont électrifiées. Dans les chantiers navals, la concentration se poursuit et M. Fould contrôle 60% des constructions après le rachat des chantiers de la Loire par Penhoët. La France est une immense ruche où l'on travaille très dur. Pourtant, chez les ouvrierEs et les petitEs paysanNEs, le malaise grandit car le fruit de cet énorme effort échappe à ses auteurs. Une minorité s'engraisse, tandis que la majorité laborieuse vit chichement. Les dizaines de milliers d'ouvrierEs de Nantes et de Saint-Nazaire gagnent péniblement leur vie.

- Les unEs, des ruraux aux familles souvent nombreuses, sont venus à la ville chercher l'embauche, tout en gardant un lopin de terre. « OuvrierEs-PaysanNEs », leurs journées sont d'autant plus longues qu'il faut y ajouter les heures de transport.
- Les autres sont néEs dans des familles ouvrières. Souvent plus qualifiéEs et plus fortement syndiquéEs ou politisés que les ouvrierEs-paysanNEs, ils/elles vivent entassés dans les faubourgs.

La bicyclette, le vélomoteur pour les plus aiséEs, est le moyen de transport quotidien. La voiture particulière apparaît comme un luxe inaccessible et même une insulte lorsque l'indispensable manque au plus grand nombre.

Pour joindre les deux bouts, il faut faire des heures et surtout augmenter !es cadences pour respecter le boni, qui représente aux chantiers 50% du salaire garanti. Pour tenir le boni, chaque équipe doit effectuer une tâche ou une pièce en un temps donné par le chronométreur ou « taylor ». Ce temps est établi par le « taylor » en fonction de moyennes arbitraires, souvent élevées. Malheur à l'ouvrier malade ou fatigué, malheur au vieux travailleur qui malgré l'expérience ne peut tenir la cadence : la paie de quinzaine sera bien mince. Le boni est l'aspect le plus mal supporté de l'exploitation quotidienne, c'est lui qui va cristalliser le mécontentement général.

Une forte syndicalisation

Au début de l'année, poussés par la base, les syndicats réclament une nouvelle convention collective, des augmentations de salaire, la réduction des heures de travail et la suppression du boni (chez les soudeurs). À long terme, ils souhaitent un retour progressif aux quarante heures, sans réduction de salaire, et surtout la parité avec Paris, revendications jugées inacceptables par le patronat qui affirme que ces « utopies » mettraient les entreprises

en péril... Ce refrain, connu des militantEs ouvrierEs depuis des années, ne fait que les rendre encore plus combatifs/ives. Fait assez rare en France, les trois principaux syndicats sont, en Loire-Atlantique, de force à peu près égale. La CFTC recrute massivement chez les ouvriers-paysans, venus de Bretagne, d'Anjou et de Vendée. Force Ouvrière, dont !a scission avec la CGT est encore récente, est présente dans toutes les grandes usines. Bien des ouvriers y ont adhéré à !a suite des grèves insurrectionnelles de 1947-1948 et les militants trotskistes et socialistes y côtoient les « apolitiques ». La CGT est forte d'une implantation très ancienne et du poids du PCF. Toutefois, bien des ouvrierEs voient en elle simplement une grande centrale ouvrière, sans être pour autant toujours d'accord avec les communistes. Même certains de ses délégués assez âgés se réclament de l'anarcho-syndicalisme.

Plusieurs mois de grèves larvées

Dans les six premiers mois de 1955, les principales usines de Nantes-Saint-Nazaire connaissent une agitation permanente. Aux Batignolles et aux Forges de l'Ouest (métallurgie), à la SNCASO (aviation), aux raffineries de Donges, dans le bâtiment, aux fonderies de Saint-Denis, on débraye par usine, par atelier pendant une heure ou une journée. L'effervescence est générale, discussions et meetings politiques et syndicaux se multiplient. Mais c'est des chantiers navals que va partir la grève. Les soudeurs y avaient un boni très souple et forfaitaire en raison de leur appartenance à plusieurs postes de travail. Ils se voient imposer le système général au début de l'année et vont regrouper autour de leurs problèmes tous les mécontentements. Pendant de longues semaines, ils sont à la pointe du combat et cassent systématiquement les cadences en refusant d'effectuer leur boni. Ils perturbent ainsi toute l'activité des chantiers. Étant indispensables à plusieurs étapes de fabrication des navires, ils vont gripper toute la machine. Une simple affichette un soir et le lendemain, tous !es soudeurs manquent à l'appel sans autre forme de préavis. Le mouvement part de la base et les syndicats l'appuient.
Le lundi de Pâques, le mouvement s'étend, la grève est totale pour obtenir le paiement des jours fériés. Le 1er mai, malgré trois mois d'unité d'action à la base aux chantiers, les divergences d'appareil restent les plus fortes et les syndicats ne parviennent pas à organiser une manifestation unitaire. Cependant, l'action continue. Le 5 des comités de lutte regroupent par atelier et par corporation des ouvriers (chaudronniers, soudeurs ...). Un appel à ne pas briser la grève est lancé aux soudeurs d'une entreprise extérieure (la SAF). Il est entendu. Jusqu'au 20 juin, les soudeurs n'obtiennent rien. Exaspérés ils décident de passer à l'action directe.

Mise à sac

Au matin, des centaines de soudeurs investissent les bâtiments de !a direction. D'autres travailleurs des chantiers se joignent à eux et tous exigent des salaires plus élevés, la suppression du boni et une convention collective. Comme M. Caldaguès, le directeur, tarde à les recevoir, des bureaux sont pris d'assaut. Le matériel vole par les fenêtres. Le directeur consent à recevoir une délégation dans son bureau que protège un cordon de police. Aucun accord n'intervenant, l'arrêt de travail devient général en début d'après-midi et même des travailleurs des fonderies et de la SNCASO se joignent à l'action. Les discussions traînent. La cantine des ingénieurs prise d'assaut, les bouteilles de bon vin et de champagne circulent. La chaleur est forte. Le ton monte. Vers 15 heures, les délégués (Rombault pour la CFTC, Malnoë pour FO, Bisson pour la CGT) appellent au calme et demandent tout de même le lancement de l'*Esso France* prévu pour l'après-midi. Le lancement a lieu et le calme revient avec le soir. Tandis que les travailleurs regagnent leur foyer, CRS et gardes mobiles convergent toute la nuit vers Saint-Nazaire. L'affrontement devient inévitable.

Bataille rangée à Penhoët

Le 21 à l'heure de: l'embauche, 15 000 ouvriers écoutent le compte rendu de la nuit. Ils apprennent que le directeur a fait fermer les chantiers pour « évaluation des dégâts de la veille ». Autrement dit, c'est le lock-out. Tous se dirigent alors vers la direction et là, c'est la surprise. Derrière les grilles fermées, des centaines de casques : CRS et mobiles bouclent les chantiers. Les délégués passent mais les ouvriers restent à l'extérieur. Ils se répartissent le long des grilles et un long face à face commence. Les injures pleuvent, les pierres et les boulons suivent. Vers 11 heures, la grille des cales cède et c'est l'affrontement. Les CRS chargent la crosse haute, frappent, puis doivent reculer en se protégeant à coups de grenades. La bagarre ne se termine qu'à 13 heures, avec le départ

des CRS, sur ordre de la direction qui a tout observé depuis son immeuble et cède ainsi à la nouvelle exigence des délégués. On relève de nombreux blessés. Un travailleur a une main arrachée, plusieurs le crâne fracassé. Les métallos nantais débrayent par solidarité.
Le lendemain (jour de paye), trente ouvriers, arrêtés la veille, sont relâchés, seules quatre inculpations sont maintenues. En théorie, c'est la reprise. En pratique, les ouvriers manœuvrent beaucoup plus les cartes à jouer et les dés que les outils. Les soudeurs, eux, ne font même pas mine de travailler et jouent au palet sur le terre-plein ! La présence dans les locaux permet d'éviter le lock-out et les manifestations dans la rue. Le samedi 25 juin sont jugés à La Baule les manifestants arrêtés la 21. Les syndicats se contentent d'un meeting pour éviter tout nouvel affrontement. Seule, une centaine de militantEs va jusqu'à La Baule en compagnie de ses délégués. J. Garnier a cinq jours de prison, R. Péron quinze jours, Y. Ruau un mois (tous avec sursis), son frère, R. Ruau, est acquitté.

Ailleurs en France

Tandis que les ouvriers des chantiers affrontent les CRS la situation se tend en Lorraine. Les métallos de Sidelor débrayent pour obtenir l'annulation de quarante licenciements annoncés par la direction dont plusieurs de délégués syndicaux. Les ouvriers occupent leur usine pendant quinze jours sans que le patron accepte de revenir sur sa décision. Alors, la colère monte et le 4 juillet, les deux cents travailleurs les plus décidés se rendent à la villa du directeur, à Homécourt, et l'encerclent. Elle est protégée par la police. Pierres et bouteilles volent, des grévistes réussissent à pénétrer dans le parc et en sont finalement délogés. Le soir, les ouvriers se retranchent dans l'usine et s'arment de boulons, lance-pierres, barres de fer et attendent de pied ferme des CRS qui ne viendront pas. Le 8, le patronat capitule et accorde satisfaction aux ouvriers qui reprennent, mais le jour même, les mineurs de fer de Briey cessent le travail. La première semaine de juillet est marquée par des grèves tournantes : huit jours d'arrêt aux raffineries de Donges, plusieurs jours chez Citroën et Panhard, des arrêts à Bordeaux, à Mulhouse dans le textile. A Saint-Nazaire, les ouvriers de la SNCASO bloquent plusieurs heures le directeur dans son bureau.
Le 14 juillet est lourd d'inquiétudes nouvelles. Les troupes défilent un peu partout mais une certitude se fait jour : en Algérie, c'est la guerre. Le général Koenig exalte « la mission pacificatrice qui lui (à l'armée) incombe en Algérie » où le gouvernement Edgar Faure envoie sans cesse des renforts. Au Maroc, de nombreux attentats ont lieu contre des colons européens, provoquant de très nombreux affrontements entre les deux communautés. Pourtant, en métropole, la question algérienne ne provoque encore que des discours.

Un été chaud

II fait un temps magnifique le 1er août pour le retour de vacances des métallos. Une surprise les attend : une lettre du patron menaçant de revenir à la semaine de quarante heures (avec réduction de salaire bien sûr) si la situation ne revient pas totalement à la normale. Le matin, les travailleurs assemblés écoutent les consignes de leurs dirigeants syndicaux : un débrayage toutes les heures par roulement. Mais, les soudeurs vont au-delà de cette riposte symbolique et se mettent en grève illimitée, entraînant derrière eux leurs camarades. Vers 10 heures, personne ne travaille plus aux chantiers et les soudeurs pour marquer leur détermination font de leurs lettres un feu de joie à côté de la cabane du gardien. Dans la confusion la plus totale, les pompiers tentent d'intervenir. En vain : les gardiens, anciens gendarmes sont très impopulaires... la cabane brûle totalement et plusieurs centaines d'ouvriers s'attaquent aux grillas protégeant l'immeuble de la direction. C'est alors que les gardes mobiles interviennent.

Des CRS à la mer

Les grilles sautent sous les coups d'un bélier. Ouvriers et « mobiles » se trouvent face à face devant l'immeuble de la direction. Pendant ce temps, des barricades de wagons et de remorques bloquent plusieurs accès aux chantiers. Les grévistes actionnent sans arrêt les sirènes pour alerter leurs camarades des autres usines. Vers 13 heures, le terre-plein est noir de monde. Les « mobiles » reçoivent le renfort des CRS et vers 13 h 30, ils passent à l'offensive, tentant de dégager le terre-plein à coups de grenades. De très violents combats vont opposer jusque dans la soirée les ouvriers aux force de l'ordre. Sur le chantier, les projectiles abondent, des machines sont même remises en marche pour découper des tôles d'acier en formant des angles aigus. Les lances à incendie sont mises en batterie par les grévistes ainsi que les conduites d'air comprimé, utilisées comme des mini-canons. Vers 16 h 30, la baraque du syndicat patronal brûle tandis qu'un petit groupe de CRS qui s'était aventuré trop loin est

encerclé, tabassé et jeté à la mer. On se bat jusque dans les nefs de montage et le soir, un petit noyau d'irréductibles tient toujours les formes de radoub. Les renforts de police arrivent sans cesse, même par avion et toute la nuit, le dispositif militaire est renforcé. Cette très dure journée fait plus de cent blessés de part et d'autre. Alfred Pageot, un jeune travailleur de l'usine de Saint-Denis, à un oeil crevé. Plusieurs autres souffrent de fractures diverses et sont hospitalisés. Tout le monde s'étonne qu'il n'y ait pas de morts.

Une grève d'importance nationale

Cette journée d'affrontement fait écho dans tout le pays. Les syndicats, la grande presse, la radio reprennent l'événement. Benoît Frachon, pour la CGT, parle « des admirables prolétaires de Saint-Nazaire » et dénonce l'intransigeance du patronat. L'affaire devient nationale. Bacon, le ministre du Travail, s'empare du dossier et nomme un médiateur qui doit recevoir les délégués syndicaux et patronaux à Paris le 5 août. À Saint-Nazaire, le matin du 2 août, le préfet fait relâcher trente-cinq manifestants arrêtés la veille, ordonne la fermeture de tous les cafés et fait surveiller les rassemblements par avion. À 8 h 30, un meeting intersyndical regroupe 15 000 personnes. On réaffirme la nécessité de la parité des salaires, puis un cortège se rend à la sous-préfecture. La direction annonce qu'elle accepte la médiation à Paris si le travail reprend. Le 3, les chantiers sont ouverts, les CRS invisibles. L'embauche a lieu dans la morosité générale. Personne ne croit beaucoup à la médiation et le mot d'ordre de reprise donné par les syndicats est souvent suivi à contre-coeur. À Paris, les négociations traînent en longueur tandis qu'Edgar Faure et Antoine Pinay font une courte visite à Moscou. La direction s'abrite derrière « la conjoncture et la concurrence internationales » pour prouver qu'il est impossible d'accorder la parité avec Paris, soit 30 °/o d'augmentation. En fait, il est clair que le patronat veut faire pourrir le mouvement pour éviter des contre-coups dans !e pays entier en cédant trop à Saint-Nazaire.

Nantes prend la relève

Grèves et manifestations de Saint-Nazaire révèlent un malaise profond dans tout le pays dont syndicats et patrons sont conscients. Par une lettre à M. Villiers, président du CNPF, Force ouvrière demande « d'entrer dans la voie d'un accord général par branche d'entreprises... de telle sorte que la satisfaction des revendications épouse au maximum les états divers de prospérité des entreprises et des industries ». Ce type d'accord réformiste, lié à une éventuelle prospérité de l'entreprise, déplaît à une partie de la base ouvrière qui veut des garanties.
Effectivement, la classe ouvrière bouge dans tout le pays et !a CGT, qui a peu de sympathie pour le gouvernement Edgar Faure, pousse à l'action. À Nantes, où depuis plusieurs semaines on réclame la révision des salaires, le patronat accorde 40 francs de plus par heure le 16 août, puis revient sur sa décision le 17, prétendant « avoir agi sous la contrainte » ! De plus, pour parer une éventuelle occupation de locaux, les usines et les chantiers sont fermés et occupés par un imposant service d'ordre le 18. Pour les travailleurs/euses nantaisES, c'est une véritable provocation. Dans la matinée, un immense cortège se rend à la bourse du travail. Des débrayages de solidarité ont lieu à Brest, Lorient, Saint-Nazaire, Indret, etc. À la bourse du travail, on décide la formation d'un comité d'action avec des représentants des syndicats (Declercq CFTC, Jacquet CGT, Gourdel FO) et des délégués d'entreprises. II est décidé de tout mettre en couvre pour obtenir la reprise des discussions et la réouverture des chantiers. Dans l'après-midi, plusieurs milliers d'ouvrierEs accompagnent leurs délégués à la préfecture. II leur est signifié que les CRS n'évacueront pas la ville et que les chantiers ne seront pas réouverts si le travail ne reprend pas aux anciennes conditions. Immédiatement de violentes bagarres éclatent. Les pavés volent, les grenades répondent. Une caisse de grenades explose dans les rangs des CRS, faisant des blessés graves et créant la confusion : on accuse les ouvriers d'employer des explosifs. Le calme ne revient dans la ville qu'avec la nuit. Le CNPF fait part de son inquiétude à Edgar Faure et tente de justifier son revirement en disant que l'augmentation de 40 francs avait été accordée à la suite « d'actes de violence » pendant les discussions sur la convention collective de la métallurgie nantaise.

Un mort, des centaines de blessés

Le vendredi 19 août, tous les cafés de Nantes sont fermés. Un meeting syndical à la bourse du travail réunit les métallos et les gars du bâtiment, au total 20 000 travailleurs/euses qui exigent la reprise des négociations et la libération des emprisonnés de la veille. Les syndicats sont divisés sur la tactique à suivre, mais les ouvriers les

plus décidés marchent sur la prison et entreprennent de défoncer les portes. Ils sont repoussés à coups de grenades et les heurts vont gagner progressivement tout le centre de la ville. Curieux/ses, passantEs et manifestantEs, refouléEs sans ménagement, ripostent en élevant des barricades et dans la soirée, les CRS ouvrent le feu : Jean Rigollet, ouvrier maçon à Sainte-Lumine-de-Contais, s'effondre, tué d'une balle en pleine tête. Tout le centre de Nantes est un champ de bataille. Le préfet Rix déclare : « l'ordre sera maintenu envers et contre tout ». De fait, tard dans la nuit, ses troupes sont maîtresse du terrain mais il y a un mort et des centaines de blessés. Le patronat nantais, inquiet, change d'attitude et demande une médiation du gouvernement. La SFIO, de son côté, fait une démarche auprès du président du Conseil pour obtenir une médiation et trouver une solution rapide au conflit. La CGT et FO déclarent en commun : « le maintien de la fermeture des entreprises ne peut que favoriser le dessein de ceux qui ont intérêt à créer des incidents » et exigent la reprise des négociations, le départ des CRS et la réouverture des chantiers. Le samedi, une chapelle ardente est dressée à l'hôpital Saint-Jacques, où repose !e corps de Jean Rigollet. Les fleurs s'amoncellent « Cours des cinquante otages », là où il est tombé. La tension décroît le dimanche avec l'annonce officielle de l'ouverture des négociations. Les CRS se retirent des usines et des bâtiments publics. Pour le patronat de Nantes, M. Gaucher déclare : « Nous souhaitons qu'une solution intervienne rapidement. Nous souhaitons également la réouverture rapide des usines et des chantiers... » Ce changement d'attitude par rapport aux jours précédents traduit en fait le souhait du patronat de voir tourner ses usines, comme le prouve la suite des événements.

Des négociations fleuves

Le travail reprend sans enthousiasme le mardi à 6 h (5 300 voix pour la reprise, 1 400 contre et 13 000 abstentions !). Ce n'est que pour répondre aux injonctions des syndicats et faute d'autres orientations que les travailleurs regagnent les ateliers. De 10 h à 12 h, tout le monde s'arrête pendant les obsèques de Jean Rigollet mais les syndicats n'ont pas donné consigne d'y assister en cortège. Il n'y a que des délégations. Le soir, les négociations débutent à Ancenis. Le 24, l'agitation gagne d'autres chantiers navals et arsenaux (Brest, Le Havre, Dunkerque, Le Trait) et à La Seyne quelques échauffourées entre CRS et grévistes font trois blessés.
Les négociations vont échouer à Ancenis, reprendre à Nantes et traîner pendant des semaines. Partout la combativité augmente. Bien qu'en plein mois d'août, les travailleurs de La Seyne (Toulon) obtiennent le départ des CRS et 11% de plus. À Angers, à Trélazé (ardoisières), à Cholet (textile), à Lorient, à Limoges, des conflits durs éclatent que le gouvernement se refuse à régler globalement. Edgar Faure déclare même avec cynisme que « la stabilité des prix est la véritable garantie du pouvoir d'achat des travailleurs » et promet 7% d'augmentation de la masse salariale en 1955...

Reprise des grèves en septembre

Le 7 septembre à Nantes, c'est de nouveau l'impasse. Lock-out à la SNCASO le jour même et le lendemain aux chantiers. Les CRS reviennent et occupent. Un imposant défilé a lieu dans le calme mais on n'a fait aucun progrès depuis un mois. La SFIO se déclare solidaire des grévistes et rappelle son programme électoral (augmentation du SMIG, suppression des zones de salaire, généralisation des conventions collectives). L'enjeu des grèves de Nantes devient national et le gouvernement Edgar Faure y joue gros. La grève générale du 12 septembre à Nantes est un succès total : 30 000 manifestants et toute la ville paralysée. Une délégation est reçue à Paris par Edgar Faure qui affirme sa volonté de régler le conflit pendant que Giscard d'Estaing (membre du cabinet) affirme la même chose à une délégation du patronat. Mais on s'enfonce à nouveau dans le bavardage et les comptes byzantins. La situation ne va se débloquer une fois de plus que par la violence. Le 16 septembre, est formé à Nantes un comité d'action de la métallurgie qui exige un règlement global et non par entreprise et l'abrogation de tous les licenciements prévus. Le 10, une imposante manifestation dans Nantes appuie ces revendications. Six camions américains de l'OTAN viennent s'y engluer par hasard et sont immobilisés. Les chauffeurs descendent et s'assoient sur le bord du trottoir, fumant des cigarettes avec les grévistes, mais un commissaire veut faire dégager les camions. II est copieusement rossé et immédiatement, c'est l'affrontement dans Nantes. Des barricades s'élèvent et dans la soirée, les CRS tirent à nouveau. M^{e} Lécuyer, un avoué de Force Ouvrière, est gravement blessé d'une balle dans le ventre. Les bagarres ne cessent que vers 23 h lorsque les CRS regagnent leur cantonnement sur ordre du préfet. Le lendemain, les patrons cèdent partiellement : tous les licenciements sont levés et les manifestants de la veille relâchés. Des bagarres éclatent à La Rochelle.

Le 29 septembre, c'est à nouveau la rupture. La colère grandit à Nantes. 40 000 personnes descendent dans la rue. Les ouvriers bloquent les ponts qui sont violemment dégagés à la grenade. Le lendemain soir, quelques petits groupes élèvent à nouveau des barricades. Nantes est en état de siège mais les travailleurs/euses tiennent bon. Le gouvernement, lui, doit fléchir. II est en difficultés à cause de sa politique algérienne et attaqué de toutes parts, il signe une série d'accords contractuels en octobre : chez Renault le 3, avec les cheminots le 4. À Nantes le 5, un compromis donne partiellement satisfaction aux travailleurs/euses.
En 1967 Saint-Nazaire sera à nouveau paralysée en lutte pour l'emploi et en 1968, l'usine Sud Aviation de Nantes sera une des premières en grève.

Le ministère Edgar Faure

Edgar Faure : Président du Conseil.
Gaston PALEWSKI : Ministre, délégué à la présidence du Conseil.
Robert SCHUMAN : Garde des Sceaux. Ministre de la justice.
A. PINAY : Ministre des Affaires étrangères.
M. BOURGES MAUNOURY : Ministre de l'intérieur.
P. PFLIMLIN : Finances.
J. BERTHOIN : Education nationale.
J. SOURBET : Agriculture.
B. LAFAY : Santé publique.
P. KCENIG : Ministre de la Défense nationale.
P. H. TEITGEN : Outre-mer.
A. MORICE : Industrie et commerce.
P. BACON : Travail et Sécurité sociale.
R. TRIBOULET : Anciens combattants.
P. JULY : Affaires marocaines et tunisiennes.
E. BONNEFOUS : P.T.T.
L. SEDAR SENGHOR : Secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil.
P. ABELIN : Secrétaire d'Etat aux affaires économiques. etc.